

LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS LA CONSIDÈRENT COMME UN FREIN

La concession du foncier industriel remise en cause ?

Le régime d'octroi du foncier industriel par le biais de la concession serait-il remis en cause ? Même si officiellement le gouvernement s'en tient à ce choix, que des investisseurs étrangers considèrent pourtant comme un frein, il semble que des décisions seraient prises dans les prochains mois à ce sujet.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)- De grands groupes industriels allemands discutent la possibilité de leur implantation dans notre pays, selon le directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK – Algérie). Hier, en marge d'une conférence d'entreprises allemandes à l'hôtel Mercure, Andreas Hergenröther a relevé l'intérêt des entreprises de production allemandes à s'installer en Algérie.

A charge, cependant, de régler la question du foncier qui «pose problème», dirait-il, pour les grands groupes étrangers. A ce propos, il a estimé clairement que l'octroi du foncier par le régime de la concession constitue un frein pour les investisseurs. Et cela même si la mise en place d'une agence d'intermédiation foncière constitue un aspect positif pour le respon-



Andreas Hergenröther, responsable de AHK - Algérie.

sable de l'AHK – Algérie. Officiellement, le gouvernement maintient le choix de la concession (des enchères publiques, une durée de 33 ans minimum renouvelable deux fois, la possibilité de cession de la

concession et des constructions...). Une option basée, selon ses promoteurs, sur le principe de la transparence et d'une gestion davantage régulée et rationnelle du foncier.

Or, ce qui bride les grands opérateurs étrangers, hostiles à l'«insécurité juridique», c'est notamment l'impossibilité de devenir propriétaires des terrains pour leurs investissements, que ce soit dans le secteur agricole ou industriel. Ainsi que le coût élevé de l'accès aux terrains.

Affichant une certaine réserve, Andreas Hergenröther a, pourtant, laissé entendre que de grandes décisions vont être prises à ce propos dans les trois prochains mois. D'où l'interrogation pertinente sur le régime de la concession : serait-il question de la remettre en cause, partiellement ou totalement ? En remisant au placard ses propres choix, au profit des entrepreneurs étrangers de qualité dont les Allemands, le gouvernement algérien ne ferait-il pas montre d'une démarche inconstante, irrégulière ? Attendons pour savoir. Cela étant, plus de deux cents entreprises allemandes sont implantées durablement dans notre pays et une dizaine de partenariats d'investissements multisectoriels ont été lancés et concrétisés.

En outre, une douzaine d'opérateurs allemands dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, transports et logistique participent à cette conférence, soutenue par le ministère allemand de l'Economie et de la Technologie dont le directeur adjoint pour la région Moyen-Orient Afrique du Nord, Rudolf Gridi, est le parrain. Selon le représentant de l'AHK – Algérie, les entrepreneurs allemands s'intéressent, en apportant leur expertise, technologies et savoir-faire de qualité, au développement infrastructurel, un impératif qui constitue un volet important du troisième plan quinquennal (2010-2014) et dont l'enveloppe dépasse la centaine de milliards de dollars.

Un programme dont le financement reste soutenable, malgré la crise financière internationale et grâce au «matelas» financier de l'Algérie.

C. B.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Allemagne ont atteint, en 2007, environ 2,5 milliards de dollars, soit le double en volume en comparaison à l'année 2000. Pour les 9 premiers mois de 2008, ces exportations avaient déjà atteint le seuil de 1,62 milliard de dollars, en augmentation de plus de 25% par rapport à la même période en 2007. Les importations allemandes dans la même période ont doublé selon les statistiques allemandes et s'élevaient à 2,3 milliards d'euros.

C. B.

TRANSPORT URBAIN DANS LA CAPITALE Un second tramway à l'étude

Des études sont en cours sur la faisabilité d'un second tramway dans la capitale, selon le directeur de la planification et de la coopération au ministère algérien des Transports, Salim Hamdane. A la suite de l'abandon du tracé initial (place des Martyrs-Aïn Benian), ce nouveau projet concernera des localités du sud-ouest d'Alger (Bir Mourad Raïs, Draria...).

C. B.

VISANT L'AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS DE CONTRÔLE Une inspection générale des prisons a été installée hier

Les établissements pénitentiaires seront désormais contrôlés par les services d'une inspection générale mise en place par le ministère de la Justice et garde des Sceaux en vue de concrétiser les objectifs d'humanisation des prisons et de prise en charge des programmes initiés au niveau de ces structures, a expliqué, hier, M. Mokhtar Felioune, directeur général de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Cette nouvelle instance, a précisé M. Felioune, viendra renforcer les différentes mesures prises dans le cadre de la modernisation des prisons. Désormais donc, en plus du travail effectué par les magistrats, l'inspection, qui sera composée de dix membres, se chargera de passer au crible les conditions de vie dans les éta-

blissements pénitentiaires. Tâche qui, auparavant, était prise en charge par des magistrats. Intervenant en présence des membres de l'instance, M. Felioune expliquera que cette dernière a été créée en application des lois sur l'organisation des établissements pénitentiaires et sur la réinsertion sociale datant du mois de février de l'année 2005. Il s'agit,



Les conditions de vie seront passées au crible.

ainsi, de renforcer le contrôle périodique effectué par les cours et tribunaux ainsi que le contrôle

dans les prisons. L'inspection nouvellement installée devrait, en outre, veiller à l'examen et l'évaluation de la gestion de l'ensemble des structures pénitentiaires et des centres pour mineurs.

Seront aussi renforcés, précisera M. Felioune, les mécanismes de contrôle et les méthodes modernes concernant la protection des droits de l'homme ainsi que l'amélioration de la prise en charge des personnes privées de leur liberté. Les prérogatives de la nouvelle instance s'étaleront, en outre, au suivi des services externes de réinsertion sociale des détenus et à l'évaluation des pro-

grammes d'éducation et de prise en charge sanitaire. Ceci dans le cadre du programme d'humanisation des prisons initié par le ministère de la Justice.

En marge de l'installation de l'inspection, M. Felioune annoncera aussi la création d'une cellule spécialisée qui aura pour mission d'initier des recherches scientifiques. Il s'agira ainsi de mieux connaître le phénomène du crime et de développer les méthodes de recherche pénale.

La cellule sera composée de médecins praticiens, de psychologues et de directeurs d'établissements pénitentiaires.

F.-Z. B.